Document generated on 09/28/2024 5:30 a.m.

Relations industrielles
Industrial Relations

Technology, Globalisation and Economic Performance Edited by Daniele ARCHIBUGI and Jonathan MITCHIE, Cambridge : Cambridge University Press, 1997, 303 p., ISBN 0-521-55392-X (hardback) et ISBN 0-521-55642-2 (pbk.)

Lysette Boucher

Volume 53, Number 1, Winter 1998

La mondialisation, le travail et les relations industrielles
Globalization, Work and Industrial Relations

URI: https://id.erudit.org/iderudit/005266ar
DOI: https://doi.org/10.7202/005266ar

See table of contents

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (print)
1703-8138 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Boucher, L. (1998). Review of [*Technology, Globalisation and Economic Performance* Edited by Daniele ARCHIBUGI and Jonathan MITCHIE, Cambridge : Cambridge University Press, 1997, 303 p., ISBN 0-521-55392-X (hardback) et ISBN 0-521-55642-2 (pbk.)]. *Relations industrielles / Industrial Relations*, *53*(1), 221–223. https://doi.org/10.7202/005266ar

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Recension

Book Review

Technology, Globalisation and Economic Performance
Edited by Daniele *Archibugi* and Jonathan *Mitchie,* Cambridge : Cambridge University Press, 1997, 303 p., ISBN 0-521-55392-X (hardback) et ISBN 0-521-55642-2 (pbk.)

Ce recueil de textes est un document historique et actuel. Historique parce qu'il est riche de références pertinentes en économie de l'innovation. On retrouve dans les bibliographies de tous les textes les principaux articles et livres fondateurs de ce nouveau champ d'études en économie. D'ailleurs, depuis 1966, Christopher Freeman, Pari Patel, et Keith Pavitt se sont taillés une réputation de vigiles du changement technique. Le champ d'intérêt de ces chercheurs se situe principalement sur les systèmes de R&D, sur les innovations et leur diffusion et aussi sur la complexité des relations entre le changement technique, institutionnel et social et ce, en vue de mieux comprendre les politiques scientifiques et techniques. Cette orientation de recherche s'est manifestée par leurs contributions constantes à la revue *Research Policy,* qui elle fait corps avec le SPRU (Science Research Policy Unit). Aujourd'hui, cette revue a le mérite d'être un point de chute international pour tous les économistes ou spécialistes des politiques technologiques et scientifiques. Cela signifie donc que pour les lecteurs non initiés à l'économie de l'innovation, ce recueil lui offre toutes les clés pour aborder cette problématique de l'innovation technique.

Actuel aussi parce que ce livre pose la question de la mondialisation. Deux thèses servent au montage de ce recueil de textes, il y a d'abord celle de M. Porter (*Competitive Advantage of Nations,* 1990, trad. française, *L'avantage concurrentiel des nations,* 1993) qui soutient l'idée que lorsqu'une entreprise se pointe le nez sur des marchés étrangers, elle doit pour estimer sa probabilité de réussite élaborer une stratégie concurrentielle dans le cadre d'une analyse des avantages concurrentiels des nations à travers une analyse de son avantage concurrentiel dans son secteur industriel. La performance des secteurs industriels vue à travers une économie nationale constitue le premier pilier de ce livre. La deuxième thèse de ce livre se situe à un niveau plus macro. Elle est le fruit des travaux du SPRU. Tous les articles se réfèrent à la notion de " système d'innovation national " élaboré par C. Freeman (1987) qu'il définit comme " un réseau de R&D, des institutions scientifiques et techniques, un système de production et un système d'apprentissage "by doing et by using" ". Un système économique qui évolue dans un lieu politique et culturel qui est celui de la nation. Ce n'est donc pas un hasard non plus si R. Nelson fait la préface de ce livre puisque ce chercheur, reconnu pour avoir proposé d'étudier l'innovation technique selon une approche évolutionniste (en coll. avec S. Winter. *An Evolutionary Theory of Economic Change*, 1982) réfléchit depuis quelques années au problème de la localisation de l'innovation tech-

nique. Notamment, il questionne cette notion de lieu, qui selon lui, serait un espace dans lequel il y aurait une dynamique entre un ensemble de facteurs produisant une spécificité et des potentialités de réalisation de l'innovation mais dont la logique opérationnelle reste encore non explicite. Le deuxième pilier qui supporte ce livre est, quant à lui, une démonstration sur la solidité du concept de système d'innovation associé à l'évolution même d'un lieu que l'on nomme encore dans la réalité des échanges économiques internationaux, une nation. Ainsi, en combinant ces deux thèses, ce livre fait foi d'un questionnement rigoureux sur les avantages concurrentiels des nations via leurs systèmes d'innovations. Pour tenir ce fil conducteur, tout en permettant au lecteur de s'y retrouver, ce livre se présente comme un outil didactique en la matière.

En effet, l'ouvrage débute par un article de C. Freeman sur la notion de système d'innovation national, qui a bien sûr toute les compétences pour en traiter. Il donne un bon compte rendu de ce concept en cheminant à travers l'histoire de la pensée économique et montre le caractère opérationnel, les limites actuelles et les possibles améliorations que l'on peut en faire pour traiter de la mondialisation. Ce livre se termine par un article portant sur les limites et bienfaits du concept de système d'innovation national pour apprécier l'efficacité des politiques en matière de sciences et de techniques (S. Metcalfe). Entre ces deux articles, on suit le vent du courant évolutionniste et où l'on s'arrête dans différentes économies nationales. M. Fransman présente la spécificité japonaise et nous donne à titre de lecteur un bon coup de pouce pour comprendre ce qu'il en est vraiment du rôle du MITI (Japanese Ministry of International Trade and Industry) auprès des entreprises japonaises. Puis, nous continuons notre tour du globe, avec deux textes écrits en collaboration, le premier est de M. Bell et K. Pavitt et le deuxième est de D. C. Mowery et J. Oaxley. Ces quatre chercheurs nous présentent des études comparées entre des systèmes d'innovations nationaux dits *opposés* avant 1945, c'est-à-dire entre les pays qui à ce moment dominaient les échanges internationaux, et les pays qui depuis 1945 essaient de s'intégrer aux échanges économiques internationaux. Après avoir fait la visite de ces lieux, on revient mieux informer pour entreprendre la lecture du texte des responsables de ce livre D. Archibugi et J. Mitchie. Ces chercheurs proposent une taxonomie de la mondialisation technologique (exploitation, collaboration et génération technologique). Ils pensent que cet outil peut démystifier la mondialisation et qu'il nous sort de l'impasse d'une approche construite sur la dichotomie nationale-globale. D'ailleurs les articles suivants, soit ceux de P. Patel, de J. Cantwell et de F. Malerba et L. Orsenigo creusent dans cette taxonomie en étudiant les principaux acteurs (les corporations multinationales et les firmes multinationales) et testent alors la consistance de la relation entre les stratégies de localisation des leaders technologiques et les conditions d'opportunités économiques de ces lieux.

Après la lecture de cet ouvrage, c'est donc au coeur du débat que nous nous retrouvons. Actuellement, il se divise en deux camps, le premier optant pour le nationalisme (techno), et le camp adverse argumentant lui en faveur de la mondialisation (techno). L'enjeu étant le choix d'une structure plus performante pour la valorisation des avantages concurrentiels des secteurs industriels et des entreprises. C. Freeman et S. Metcalfe ne sont pas dupes, ils nous montrent que derrière tout cela, il y a une orientation dominante qui suggère fortement aux

nations d'entrer de plein pied dans le libéralisme (techno). Or, par leurs réflexions, par leurs analyses de données historiques et empiriques, ces économistes maintiennent le cap de politiques nationales dynamiques, c'est-à-dire pluralistes qui doivent se soucier de la vigueur d'un système d'innovation. Autrement dit, s'il est question de la performance d'une économie nationale menée par la présence de firmes exportatrices de technologie, il n'est pas évident, ni pour une nation en particulier, ni donc pour l'ensemble, que l'on puisse s'assurer d'un niveau de bien-être en laissant agir une seule mécanique, celle de la suprématie de la firme isolée dans un comportement individualiste. On y découvre que, par exemple, les processus d'apprentissage constituent un avantage concurrentiel national et que la compétitivité domestique reste une condition nécessaire à la croissance industrielle et technologique d'un pays, ce qui peut lui permettre par la suite de faire valoir ses capacités exportatrices sur le marché international. On comprend alors que les politiques nationales ont de lourdes responsabilités en termes d'infrastructure institutionnelle (système d'éducation et de formation professionnelle) et qu'un cadre protectionniste, c'est-à-dire une politique affairiste intérieure qui protège les plus forts au détriment des plus faibles, peut casser l'autonomie nationale économique et par le fait même fragiliser ces entreprises dites gagnantes au niveau international. Effectivement, on ne peut être qu'en accord sur cette motivation des directeurs de cette publication à prendre le taureau par les cornes pour ne pas s'enliser dans les méandres de la mondialisation. De plus, ils essaient d'éviter autant que faire se peut de noyer le concept de nation. Nous sommes à la fin de cette lecture encore plus conscients qu'il faut avancer sur cette relation entre politique nationale et localisation des leaders techniques. Nous savons encore peu de choses sur cette association, des pistes sont à l'étude, parmi elles, il y a celle qui nous est proposée ici et qui porte le nom de système d'innovation. Comme tous les auteurs de ce livre le mentionnent, cette piste n'est pas parfaite mais elle se présente comme étant celle qui n'évacue pas l'idée que le concept d'État-nation peut évoluer et que même dans l'état actuel d'une mondialisation des rapports économiques, il serait audacieux de prétendre que, dans le futur, la nation deviendra un lieu invisible.

LYSETTE BOUCHER
Université du Québec à Hull